

**Politique étrangère -
Etats-Unis/Commerce - Iran -
Coupe du monde de football/Russie
- Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec "RTL" -
extraits
(Paris, 06 juillet 2018)**

Q - Bonjour Jean-Yves Le Drian...

R - Bonjour.

Q - Merci beaucoup d'être sur RTL avec nous ce matin. La fin de l'innocence n'en finit plus, Monsieur le Ministre, Donald Trump est passé à l'attaque en lançant la plus grande guerre commerciale de l'histoire économique, selon Pékin depuis cette nuit-là il impose des droits de douane très élevés sur 34 milliards de dollars de produits chinois, la Chine riposte. Est-ce qu'il y a un risque réel d'effondrement du commerce mondial depuis cette décision ?

R - Il y a une remise en cause systématique de tous les outils de vie en commun de la communauté internationale mise en oeuvre progressivement depuis 1945 de la part des Etats-Unis et de la part de Donald Trump. C'est vrai sur le climat, c'est vrai sur les relations avec l'Iran, c'est vrai sur les grands enjeux liés aux Nations unies. C'est vrai désormais maintenant sur l'organisation de la régulation du commerce qui a été mise en place par l'Organisation mondiale du commerce et qui prévoit des règles, prévoit des modes de fonctionnement, prévoit des lieux de règlement des contentieux et des différends, et cet ensemble-là est en train d'être remis en cause, ne serait-ce que par les mesures qui viennent d'être prises par le président Trump à l'égard de la Chine. Nous avons des blocages à l'égard de...

Q - Qui impose la loi du plus fort ?

R - ...Nous avons des contentieux à l'égard de la Chine.

J'ai accompagné le Premier ministre en Chine il y a quelques jours. Nous avons pu, par la discussion, permettre des avancées, je pense en particulier à la levée de l'embargo sur le boeuf. Donc il faut parler, il faut discuter, il y a un lieu pour le faire qui s'appelle l'OMC et, aujourd'hui, Trump rompt avec cette logique-là. C'est un jeu dangereux. Ce n'est pas encore la guerre commerciale mais cela ressemble à la guerre commerciale, beaucoup.

Q - Pourquoi vous dites que ce n'est pas encore la guerre commerciale ?

R - Parce qu'elle n'est pas encore totale, il y a des annonces, il va y avoir des ripostes, peut-être qu'il y a une négociation qui s'ouvrira après. Mais nous sommes en train...

Q - Vous y croyez, Jean-Yves Le Drian, à ce stade-là de la confrontation, du rapport de force ?

R - Pourquoi pas, puisque nous sommes dans le rapport de force et que les Etats-Unis essayent d'obtenir des avantages par la pression et par la menace. Mais, s'ils n'obtiennent pas ces avantages-là, alors on est dans une spirale dangereuse et dans tout cela il n'y a que des perdants. Les perdants sont aussi Américains, je pense en particulier aux mesures qui ont été annoncées par les Etats-Unis concernant l'automobile à l'égard de l'Europe, mais je pense aussi aux mesures qui ont déjà été mises en oeuvre par l'élévation des droits de douane sur l'acier et l'aluminium. L'Europe a réagi, elle a réagi de manière unanime, elle a réagi de manière déterminée pour faire en sorte qu'il y ait des contre-mesures qui montrent que nous ne sommes pas naïfs et que nous savons nous défendre. Mais cela aboutit à des décisions comme par exemple Harley Davidson qui vient de décider de quitter les Etats-Unis pour s'installer ailleurs. Il n'y a que des perdants dans l'histoire.

Q - L'Europe a eu un levier, elle opère effectivement sur Harley Davidson qui est une petite niche mais qui contrarie Donald Trump. Là, dans le cadre de la confrontation Chine / Etats-Unis, vous pensez donc possible que ce qui a été décidé cette nuit ne soit pas appliqué et qu'il y ait derrière un certain nombre de compromis qui empêchent ce cataclysme ?

R - On va le voir. Pour l'instant, les Etats-Unis ont pris des mesures parce qu'ils estiment que leurs relations avec la Chine nécessitent cette mesure forte, ils font des mesures de pression et de menace. La Chine va réagir. Peut-être qu'après il y aura une discussion. S'il n'y a pas de discussion après, on est rentré à ce moment-là dans la guerre commerciale.

Q - Qu'est-ce que l'on risque, Jean-Yves Le Drian ?

R - ...Et cette guerre commerciale aboutit au fait que la croissance mondiale va se ternir...

Q - ...la croissance mondiale, la croissance européenne et la croissance française...

R - ...et elle aboutira aussi au fait que les différents pays vont se replier sur eux-mêmes. On souhaite que cela ne soit pas le cas et il faut faire pression sur les Etats-Unis pour éviter cette logique-là. C'est une logique infernale, une logique dangereuse et une logique qui ne sert personne, à commencer par les Etats-Unis qui vont être eux-mêmes victimes. Quand je vois le patron de General Motors alerter les autorités américaines pour dire : "si vous faites cela, si vous continuez dans cette logique-là, moi je vais fermer des entreprises et je vais diminuer les emplois", on voit bien que ce n'est pas une somme gagnant-gagnant, c'est une somme perdant-perdant à laquelle nous assistons.

Q - Certains économistes ont fait le calcul de ce que cela coûterait à la croissance française, 3% du PIB ce serait l'impact de cette guerre commerciale si elle existait.

R - Ce qui veut dire qu'il faut dans l'état actuel des choses se défendre, il n'est pas question....

Q - On a des moyens en Europe, ?

R - Oui, nous l'avons montré par la réaction européenne à l'égard des mesures sur l'acier et l'aluminium par des contre-mesures proportionnées mais très fermes, prises à l'unanimité de l'Union européenne, prises avec une grande détermination. Si demain il y a des initiatives complémentaires qui sont prises par les Etats-Unis concernant l'automobile il y aura la même réaction.

Q - On n'en finit pas quand même d'être médusé par la politique américaine ?

R - On est dans une logique de déconstruction que j'indiquais tout à l'heure, on est dans une logique du chacun pour soi, on est dans une logique un peu de Far West, on est dans une logique de oeil pour oeil-dent pour dent, on est dans une logique de réaffirmation des puissances, on est dans une logique de repli sur soi, d'isolationnisme, avec les victimes, mais les victimes demain seront les Américains eux-mêmes.

Q - Jean-Yves Le Drian, vous partez à Vienne dans la foulée de cet entretien où se réunissent pour la première fois tous ensemble les signataires de l'accord sur le nucléaire iranien depuis le départ des Etats-Unis. Justement, Trump - encore lui -, est-ce qu'il y a la moindre chance pour qu'il revienne dans l'accord ?

R - Non, mais l'accord reste là. Nous avons cette réunion à Vienne aujourd'hui, qui est prévue dans les accords de Vienne. Les accords de Vienne cela remonte à trois ans presque jour pour jour, après 12 ans de négociations. 12 ans de négociations pour aboutir à un accord qui permet aujourd'hui d'éviter le risque nucléaire à partir de l'Iran, sous réserve que l'Iran respecte totalement ses engagements. Aujourd'hui c'est le cas puisque l'Agence internationale de l'énergie atomique le constate...

Q - Pour l'instant c'est le cas ?

R - Nous allons, je pense, le constater tout à l'heure. Il y a des engagements que l'Iran doit remplir, y compris ne pas en permanence agiter la menace de rompre ses engagements, parce que s'il rompait ses engagements alors nous en tirerions nous-mêmes les conséquences...

Q - Il faut qu'il arrête avec la menace ?

R - Il faut qu'il arrête avec la menace et qu'on cherche les solutions pour que l'Iran puisse avoir les compensations nécessaires qu'il peut avoir en raison de l'accord...

Q - Compensations économiques ?

R - Compensations économiques qu'il doit avoir et qu'il faut maintenant imaginer en sachant que les États-Unis ont décidé de mettre en oeuvre des mesures dites extraterritoriales qui visent des entreprises qui, en gros, utilisent le dollar pour leurs négociations commerciales. Donc, il faut mettre en oeuvre un dispositif, avec nos partenaires qui sont à la fois les partenaires européens - les Britanniques, les Allemands - mais aussi les Chinois et les Russes qui seront présents à cette réunion de Vienne, qui permette à l'Iran de continuer à commercer tant qu'il respecte ses engagements.

Q - Ce que vous nous dites, c'est que vous cherchez à mettre en place un mécanisme financier qui permettrait à certaines entreprises françaises de rester, pas toutes...

R - Françaises ou autres, de rester sans être victimes des mesures extraterritoriales américaines.

Q - De la sanction américaine.

R - C'est le sujet qui est sur la table, avec aussi le contentieux que nous avons avec l'Iran.

Q - Et ça c'est possible ?

R - Nous essayons de faire des propositions.

Q - Cela pourrait se dessiner avant le début des sanctions ?

R - On va essayer de le faire avant le début des sanctions. Le début des sanctions c'est début août, il y a un deuxième train de sanctions qui doit intervenir en novembre. Pour début août ce sera peut-être un peu court mais pour le mois de novembre nous essayons d'y aboutir.

Mais cela n'enlève pas le contentieux que nous avons avec l'Iran. Parce que nous sommes dans une logique d'éviter l'accession à l'arme nucléaire de l'Iran - c'est le cas aujourd'hui. Parce que si l'Iran avait l'arme nucléaire alors ce serait extrêmement dangereux pour l'équilibre de l'ensemble de la région mais même pour l'équilibre de la planète.

Mais il y a d'autres sujets avec l'Iran, d'autres sujets de contentieux lourds. D'abord leur volonté de déstabiliser l'ensemble de la région en aidant à la fois certains groupes au Yémen, en aidant en Syrie, en étant présent et en accompagnant Bachar al-Assad dans les conflits et

dans le soutien aux opérations aujourd'hui dans le sud-est de la Syrie. Tout cela doit s'arrêter, doit faire l'objet de discussions. Comme doit faire l'objet de discussions l'espèce d'appétence en missiles qu'a l'Iran aujourd'hui, qui n'est pas une appétence uniquement liée à sa propre sécurité mais qui est liée aussi à sa volonté d'intervenir sur d'autres territoires que le sien. Donc ces précautions-là doivent être prises, il faut ouvrir le débat avec eux.

Q - Voilà, c'est un front dont on parlait tout à l'heure. On se détend un tout petit peu, Vladimir Poutine, avec lequel il n'est pas toujours facile de se détendre, mais enfin il est en train de réussir son Mondial entre autres ?

R - Cela se passe bien pour l'instant, ce n'est pas fini.

Q - Non, mais l'organisation est irréprochable, la compétition est belle, le Tsar gagne son pari sur ce sujet ?

R - Pour l'instant oui, mais il ne faut pas renier notre plaisir, s'il y a une belle manifestation sportive à Moscou tant mieux, tant mieux pour le sport et tant mieux pour les Russes.

Q - Est-ce que, si Emmanuel Macron va en Russie pour une demi-finale, il en profitera pour rencontrer justement Vladimir Poutine.

R - De toute façon il faut d'abord attendre le match de ce soir, il faut attendre, ce que j'espère, que la France se qualifie...

Q - Oui.

R - Ensuite, il y aura la demi-finale.

Q - Que vous ne pourrez peut-être pas regarder d'ailleurs, vous ?

R - Non, je pense que je serai à Vienne malheureusement, mais je serai de soutien. Ensuite j'imagine que si le président de la République va en Russie, il verra Vladimir Poutine...

Q - Donc ça c'est une hypothèse qui est sur la table.

R - Mais je ne sais pas si la Russie sera en finale. (...)/.